

Initiatives ministérielles

que que le gouvernement ou tout autre gouvernement bâtit sa législation environnementale autour de cette notion.

Le projet de loi C-78 présente également d'autres lacunes. En effet, au lieu d'élargir la portée de l'évaluation environnementale, il l'a réduite au point où ceux d'entre nous, au Canada, qui voudraient que tous les projets ayant des répercussions sur notre vie fassent l'objet d'une évaluation de ce genre sont confrontés à une situation intolérable dont je vais vous parler. Le gouvernement peut, en fait, accorder toutes les exemptions qu'il veut, comme on a pu s'en rendre compte dans le cas des projets Kemano, Rafferty et Point Aconi.

L'évaluation n'est pas obligatoire. En d'autres termes, le gouvernement peut décider de traiter ses amis d'une façon et ses ennemis d'une autre.

• (1700)

À part les États-Unis, aucun pays n'a adopté de projet de loi sur l'environnement qui accorde autant de discrétion, qui soit dépourvu de normes objectives d'évaluation, qui ne permette pas de planifier et qui n'impose aucun délai d'évaluation.

Les représentants du monde des affaires, qui ont comparu devant nous, ont tiré exactement les mêmes conclusions que les environnementalistes que nous avons entendus. Pour eux, le projet de loi est inacceptable. Ils ont également déclaré qu'il leur était impossible. . .

Une voix: Je suis tout à fait d'accord avec le député.

M. Martin (LaSalle—Émard): Le député d'en face se lève et déclare, au nom de tous les députés de ce côté de la Chambre, que j'ai raison.

Des voix: Bravo!

M. Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, je ne saisis pas l'interjection. Les députés d'en face souscrivent sans équivoque à mes propos. Félicitations! Je félicite les députés d'en face. Pour une fois dans votre vie, vous comprenez tout le mal que vous faites au Canada.

Mon Dieu, c'est un grand jour pour le Canada. Enfin, pour la première fois depuis que je siège à la Chambre, une parole intelligente a été prononcée de ce côté de la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, je ne comprends pas que d'autres députés se joignent à nous et se mettent à rire. Je suppose que pour eux la question de l'environnement est une farce. Non, je vous en prie, restez.

La procédure d'évaluation environnementale au Canada ne doit pas pouvoir faire place à la manipulation politique. Nous devons nous doter de règles claires que les gens puissent comprendre. Les environnementalistes doivent connaître les règles qui leur permettent de donner suite à leurs objections ou, évidemment, aux changements qu'ils proposent. Les gens du monde des affaires doivent pouvoir planifier et organiser leurs activités de financement et ils doivent être informés. Pourtant, ce n'est pas en ce sens qu'agit le gouvernement.

Jour après jour, le gouvernement nous fait des déclarations vides sur la façon dont il va relancer l'économie. Il se tourne ensuite vers le milieu des affaires pour lui dire: «Nous n'allons pas vous donner de projet de loi qui vous permettrait de planifier. Nous ne vous donnerons pas de projet de loi qui vous permettrait d'assurer le financement de vos activités ou de créer des emplois. Nous ne vous donnerons pas de projet de loi qui vous rendrait concurrentiels à l'échelle mondiale. Attendez-vous plutôt à un méli-mélo de déclarations politiques visant essentiellement à récompenser nos amis et à éliminer nos ennemis». Ce n'est pas ainsi qu'on gère un pays moderne.

Et puis, il y a aussi toute cette armée d'écologistes, tous ces gens de l'Atlantique au Pacifique et des États-Unis au Grand Nord, qui, chaque jour, contre une rémunération minime, se consacrent entièrement à la protection de la planète. Lorsqu'ils demandent une aide financière à titre d'intervenants, ils le font parce qu'ils veulent être en mesure de se présenter aux différentes tribunes, de vraiment livrer bataille aux grandes machines gouvernementales et aux grandes entreprises, de présenter des objections intelligentes et réfléchies et de montrer comment les projets peuvent être modifiés. Le gouvernement leur répond-il qu'il va les aider? Non. Leur dit-il qu'il leur donnera les moyens de tenir tête à leurs opposants? Non, pas du tout. Il leur dit plutôt: «Notre pays appartient aux riches et aux grandes sociétés. Ne nous importunez plus, vous, les petits intervenants, vous, les écologistes.» Le projet de loi ne prévoit aucune aide financière pour ces intervenants. C'est absolument honteux.